
H-France Review Vol. 19 (November 2019), No. 255

Jean-Claude Barbier, *La République jusqu'à la mort. Alfred Golliard, préfet, résistant, déporté*. Presses universitaires de Franche-Comté, 2019. 435 pp. Tables, figures, notes, bibliography, and index. €29.00. ISBN 978-2-84867-651-7

Compte-rendu par Laurent Douzou, Sciences Po Lyon.

La biographie est un genre qui comporte des écueils. Quoique bien connus de tous, ils sont extrêmement difficiles à éviter. Le plus redoutable est l'illusion biographique, mise en exergue en 1986 par Pierre Bourdieu dans un article aussi court que dense.^[1] La pente est forte, en effet, de prêter à un destin individuel qu'on scrute et qu'on voudrait rendre intelligible une manière de cohérence ; ce faisant, on gomme, *nolens volens*, les hasards, les cahots, les incertitudes, les choix parfois décisifs fondés sur des analyses qui ont pu être hâtives ou erronées, les silences tenaces, bref ce qui est le lot de toute vie. La difficulté de restituer les lignes brisées et les soubresauts qui jalonnent ce qu'on qualifie souvent abusivement de trajectoire de vie explique sans doute l'aphorisme de Cioran tiré des *Syllogismes de l'amertume* qui, à sa façon, mordante et stimulante, résume bien les limites du genre : « Il est incroyable que la perspective d'avoir un biographe n'ait fait renoncer personne à avoir une vie. »

La biographie que Jean-Claude Barbier consacre à Alfred Golliard échappe à ces travers. L'auteur partait pourtant avec un lourd handicap, celui d'être l'arrière petit-neveu d'Alfred Golliard. Compte tenu du fait que son ascendant mourut assassiné dans la chambre à gaz d'un camp nazi dans lequel il avait été déporté pour faits de résistance, le risque n'était pas mince d'écrire une hagiographie. Rien de tel dans le présent ouvrage. Sociologue de métier, Jean-Claude Barbier, qui se fait historien pour l'occasion, avance prudemment en contextualisant systématiquement le parcours de vie qu'il examine. Il choisit aussi de suivre pas à pas son sujet d'étude sans aucunement céder à « l'illusion rétrospective de nécessité ». ^[2] Éminemment conscient des lacunes et zones d'ombre consubstantielles à toute vie qu'on s'évertue à retracer, Jean-Claude Barbier n'essaie pas d'avoir réponse à tout ; il lui arrive, sur la base des éléments qu'il est parvenu à réunir, d'esquisser des hypothèses entre lesquelles il laisse à son lecteur le loisir de trancher. Exemplaire à cet égard, sa recherche s'appuie sur les fonds d'archives publiques qu'il a écumés, sur des papiers privés qu'il a exhumés et sur des sources orales qu'il a sollicitées.

Le sous-titre de l'ouvrage « préfet, résistant, déporté » ne doit pas induire en erreur. Cette biographie ne brosse pas en majesté le portrait d'un grand serviteur de l'État qui serait devenu résistant le plus logiquement du monde avant d'être déporté. Elle nous mène sur les pas d'un individu qui dut batailler pour s'imposer dans la carrière qu'il avait choisie et qui, dans la

France de l'Occupation, embrassa la cause de la Résistance.

À dire vrai, c'est d'abord son ascension même qui retient l'attention par les remarquables aptitudes qu'elle dénote. Né en 1881 à Bourg-en-Bresse d'un père chef de gare, mort l'année suivante, il est élevé par sa mère qui prend un emploi de guichetière aux chemins de fer. Bachelier ès philosophie en 1901, il est admis en classe de « rhétorique supérieure » au lycée Ampère à Lyon où il a pour professeur Édouard Herriot, à l'orée de la brillante carrière lyonnaise, puis nationale que l'on sait. Inscrit en droit à Paris à la rentrée universitaire de 1904, Golliard devient parallèlement secrétaire particulier du ministre Julien Simyan. Il interrompt ses études à la fin de l'année 1909 pour devenir conseiller à la préfecture de Vesoul en novembre 1910 avant de se marier l'année suivante. C'est à Vesoul que sa route croise celle de l'influent Paul Morel, maire de la ville, député, sous-secrétaire d'État à plusieurs reprises. Morel l'emploie à son cabinet fin 1912, un poste qu'il quitte pour celui de secrétaire général à Avignon en mai 1913. Morel le reprend auprès de lui en septembre 1917 avant de le faire nommer sous-préfet de Saint-Dié en novembre 1918. Il a alors 37 ans. Sans être fulgurante, son ascension témoigne tout de même d'une belle réussite.

La suite est moins brillante : il reste près de 7 ans à Saint-Dié qu'il quitte en 1925 pour devenir durant 9 ans secrétaire général à Strasbourg. Il est manifestement apprécié de sa hiérarchie, ce dont témoigne sa nomination de chevalier de la Légion d'Honneur en 1922 qui est une forme de reconnaissance de sa contribution à la reconstruction des villages et zones dévastés dans les Vosges. Quant à sa nomination à Strasbourg, elle est bien une promotion dans la mesure où la préfecture est l'une des plus importantes de France ; il y dirige une centaine de fonctionnaires. Malgré cela, sa progression de carrière se ralentit. Jean-Claude Barbier l'explique par trois facteurs. D'abord, Paul Morel, secrétaire d'État pour la dernière fois en 1925-1926, est battu à la députation en 1928 et meurt en 1933. Disparaît ainsi le plus sûr soutien politique de Golliard. Ensuite, Alfred Golliard ne se comporte pas en carriériste, ne se résolvant à solliciter qu'en tout dernier recours Édouard Herriot en 1932 quand sa situation stagne. Enfin, il pâtit de l'isolement des fonctionnaires supervisant les territoires recouverts.

L'étude approfondie de Jean-Claude Barbier permet de cerner ce que sont les charges d'un secrétaire général de préfecture : l'éclectisme est la règle comme le démontre la liste hétéroclite des questions dont Alfred Golliard doit s'occuper en 1933 et 1934 (pp. 129-130). La tâche est lourde et ce n'est pas le moindre atout de cette biographie professionnelle que de dévoiler les arcanes du travail d'un secrétaire général, véritable homme à tout faire du préfet, qui doit maîtriser les problèmes qui lui sont soumis afin de les résoudre alors que le préfet peut, s'il le souhaite, se délester des questions ingrates pour les laisser à la charge de son collaborateur le plus proche. « Le préfet a tendance à s'attribuer les succès de l'action qu'il n'est évidemment pas le seul à assumer » (p. 128).

Quoi qu'il en soit, c'est au terme de 16 années d'un apprentissage--intensif et chronophage--de la maîtrise des rouages de la haute administration qu'Alfred Golliard touche enfin au but en devenant préfet à Lons-le-Saunier, poste qu'il occupera d'octobre 1934 jusqu'à sa révocation par le gouvernement de Vichy le 21 septembre 1940. Il y affrontera une solide hostilité due à sa situation de préfet sous le gouvernement Blum qu'il défendra ardemment. Le tableau que dresse Jean-Claude Barbier de ces années à Lons-le-Saunier permet de préciser encore ce que la fonction de préfet pouvait exactement recouvrir en mettant en lumière la réalité de la tâche,

éminemment politique, des préfets sous la Troisième République.

Dans sa préface à l'ouvrage, Marc Olivier Baruch souligne que le parcours préfectoral d'Alfred Golliard s'est accompli entièrement dans l'Est de la France, exception faite de son premier poste de secrétaire général dans le Vaucluse de 1913 à 1917. Cette unité de lieu est importante : les départements de l'Est ont beaucoup pâti des destructions de la Grande Guerre et ils sont les plus exposés aux effets de l'installation du nazisme en Allemagne, qu'il s'agisse de l'accueil des réfugiés juifs ou de la lutte contre les autonomistes manipulés par le *Reich* hitlérien. Dans tous les postes qu'il a occupés, Alfred Golliard a œuvré au service de l'organisation de l'accueil des réfugiés, étrangers et français. Ce fut tout particulièrement le cas à Lons-le-Saunier avec les réfugiés espagnols auprès desquels il s'engagea personnellement.

Au total, les trois premiers chapitres de cette biographie constituent une remarquable contribution à une connaissance fine et étayée de l'histoire du corps préfectoral à ses divers échelons. C'est heureux parce que, comme Marc Olivier Baruch le relève dans sa préface, « notre savoir est lacunaire sur l'exercice effectif de ce métier--et ce alors même que la matière archivistique ne manque évidemment pas, l'administration étant par essence grande productrice de notes, de lettres, de dossiers » (p. 16).

Avec les deux derniers chapitres, dévolus au résistant et au déporté assassiné, on aborde un volet distinct. Non parce qu'il serait sans lien avec ce qui a précédé mais bien parce que le parcours de vie du préfet mis à la retraite anticipée bifurque radicalement et dramatiquement. C'est l'une des forces de cette biographie de chercher à la fois à cerner les continuités (Alfred Golliard était un Républicain à l'éthique solide et la composition littéraire en l'honneur de Lamartine qu'il rédigea au lycée du même nom en mai 1900 dévoile tout un horizon mental qui a dû peser dans les choix qu'il fit sous l'Occupation) et à souligner le caractère extraordinaire des décisions que prit le préfet limogé. En entrant dans la Résistance, ce fonctionnaire d'autorité, imprégné de l'importance de sa mission au service du public et de l'ordre public, se fit le conseiller avisé de ceux qui s'opposaient par tous les moyens aux préfets de Vichy dans le but de faire échec à toutes les missions essentielles de l'administration en place. Il n'agit pas en qualité de préfet résistant mais en tant que résistant qui se trouve avoir été préfet.

Mais il faut encore préciser le trait, ce que l'ouvrage fait excellemment. Ils furent peu nombreux à prendre les mêmes partis et risques que Golliard. Ce dernier est, en effet, de la petite cohorte des cinq préfets entrés dans la Résistance après avoir été exclus par le régime de Vichy. Ces cinq-là--Jean Moulin, Émile Bollaert, Alfred Golliard, Georges Fournieret et Raymond Moussinet--payèrent leur engagement au prix le plus fort. Seul Emile Bollaert échappa à la mort en parvenant à revenir vivant de Dora en passant par Bergen-Belsen.

De l'activité résistante d'Alfred Golliard, malgré la recherche approfondie menée par Jean-Claude Barbier, on ne saura pas le détail. C'est chose normale : l'action résistante, en même temps qu'elle s'accomplissait, travaillait méthodiquement à effacer toutes les traces de son existence. Pour preuve, cette notation de Renée Golliard, épouse d'Alfred, le 3 mars 1944, quelques jours après son arrestation dans une lettre à ses neveux : « Je ne sais absolument pas pourquoi il a été arrêté, si ce n'est comme otage, en raison de ses fonctions passées, car il ne s'est jamais occupé de rien. »

Tout juste, sait-on que fin 1941 ou début 1942, à Cluny, Alfred Golliard rejoignit la résistance

organisée et, plus précisément, le réseau britannique *Tiburce* dépendant du Special Operations Executive (SOE). Se fondant sur les indices qu'il a pu rassembler, Jean-Claude Barbier conjecture qu'Alfred Golliard fut à la fois conscient de la rupture qu'impliquait sa décision et mit probablement du temps pour en mesurer toutes les conséquences. De fait, l'action résistante supposait une sorte d'apprentissage de cet ordre qui était aussi facilité par la solidarité qu'on éprouvait les uns vis-à-vis des autres dans le monde souterrain de la clandestinité même si, de cette solidarité profonde et mobilisatrice, il ne subsiste que de très rares signes. Le monde disparu de la clandestinité ne se laisse pas facilement approcher d'autant que la mémoire de la Résistance a été et demeure divisée, en Saône-et-Loire comme ailleurs, non sans être l'objet d'instrumentalisations diverses. Le monde de la déportation est peut-être plus difficile encore à percer ; Jean-Claude Barbier aurait trouvé avantage à lire le premier chapitre des *Abeilles et la guêpe* dans lequel François Maspero réfléchit à la résistance et à la mort en déportation à Buchenwald de son père, parce que Maspero se heurte aux mêmes questionnements que lui.[3]

Arrêté le 14 février 1944 en même temps qu'une soixantaine de résistant.e.s domicilié.e.s à Cluny lors d'une opération de police minutieusement organisée par la SIPO-SD (Sicherheitspolizei/ Sicherheitsdienst) de Lyon sous les ordres de Klaus Barbie, Alfred Golliard suivit, avec ses camarades d'infortune, un chemin de croix dont les étapes sont aujourd'hui bien établies : École de Santé militaire, siège de la SIPO-SD à Lyon ; Fort Montluc (12 jours) ; Compiègne (départ entre le 24 et le 26 février) ; Mauthausen (la déportation a lieu les 6-8 avril 1944).[4]

Alfred Golliard avait 62 ans révolus au moment de sa déportation. Son âge—qui en faisait un vieil homme parmi les déportés—et les traitements inhumains qui lui furent infligés au cours de sa déportation, à commencer par les conditions atroces dans lesquelles ses camarades et lui furent convoyés de Compiègne à Mauthausen, expliquent sans doute son transfert au si mal nommé *Sanitätslager*, un véritable mouiroir. Jean-Claude Barbier a pu établir qu'il fut transféré au château de Hartheim qui n'avait de camp de convalescence que la dénomination (*Erholungslager*). Contrairement à ce qu'indiquent les sources nazies, il ne mourut pas le 16 août 1944 mais, selon les recherches conduites par Jean-Claude Barbier, fut assassiné par le gaz entre la fin avril et le 18 mai au plus tard.

Jean-Claude Barbier relate les difficultés que rencontra Renée Golliard pour faire réintégrer son défunt mari dans le corps préfectoral en raison du refus que lui opposa le ministère. Ce ne fut chose faite qu'en août 1946. Homologué par le SOE agent P2 (niveau le plus élevé dans la hiérarchie d'un réseau), croix de guerre avec palme, sous-lieutenant à titre posthume, combattant volontaire de la Résistance, Déporté résistant, Médaillé de la Résistance, Alfred Golliard avait pourtant à son actif des honneurs éclatants. Le refus adressé à sa veuve était d'autant plus insupportable que cette dernière avait mis longtemps à comprendre et à admettre que son mari ne reviendrait pas.

La biographie de Jean-Claude Barbier n'éclaire pas seulement l'ordinaire en quelque sorte de ce qu'étaient le travail administratif et politique ainsi que la réalité quotidienne au sein du corps préfectoral sous la Troisième République, ce qui eût été déjà beaucoup. Elle invite aussi à s'interroger sur les ressorts profonds qui déterminèrent ce haut fonctionnaire loyal et rompu au service de l'État à franchir le Rubicon en prenant le parti de la désobéissance sous l'Occupation pour contrecarrer l'action du régime de Vichy. Peut-être une partie de la réponse se trouve-t-elle, au milieu d'autres éléments disséminés dans l'ouvrage et ses riches annexes. Par exemple

dans cette composition littéraire en l'honneur de Lamartine lue par Golliard en 1900 au lycée de Mâcon à l'occasion de l'inauguration d'un buste du poète :

« Son idéal, c'est le nôtre ; et, s'il ne nous appartient pas d'être, comme lui, des meneurs de peuple, et de donner l'empreinte de notre pensée à toute une génération, du moins comprendrons-nous la nécessité sainte d'agir, de nous mêler à la vie militante de notre temps, et d'apporter "chacun notre pierre et notre ciment" à l'édifice social de l'avenir. »

NOTES

[1] Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique » *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63 (juin 1986) : 69-72.

[2] Dominique Aron-Schnapper et Danièle Hanet, « Archives orales et histoire des institutions sociales » *Revue française de sociologie*, 19:2 (1978) : 261-275, p. 263.

[3] François Maspero, *Les abeilles & la guêpe* (Paris : Seuil, 2002).

[4] Les femmes furent internées à Romainville avant d'être déportées à Ravensbrück.

Laurent Douzou
Sciences Po Lyon
laurent.douzou@sciencespo-lyon.fr

Copyright © 2019 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172